

ATELIER 5 :

DROIT À LA TERRE, JUSTICE ALIMENTAIRE ET ÉCOLOGIE URBAINE / DIREITO À TERRA, JUSTIÇA ALIMENTAR E ECOLOGIA URBANA

SALLE 125

Présidente de séance : Karina Leitão

Discutante : Ana Cláudia Cardoso

L'engagement citoyen face aux enjeux socio-environnementaux urbains : l'agriculture urbaine pour dépasser la fragmentation socio-spatiale ?

Gustavo Nagib (Université de l'Etat de São Paulo), Paula Macé Le Fischer (Université Paris Est)

Xerém pós-compacta e a lógica rural-citadina

Natali Roberta De Sousa Nuss (Université Fédérale Rio de Janeiro, Brésil)

A(s) Amazônia(s) ribeirinha(s): uma Cartografia Bailante

Luana Rocha de Souza, Marcela Silvano Brandão Lopes, Pedro Freitas (Université Fédérale du Minas Gerais)

Apropriação social do espaço e da natureza no Brasil urbano

Geraldo Magela Costa, Heloisa Soares de Moura Costa (Université Fédérale du Minas Gerais)

L'engagement citoyen face aux enjeux socio-environnementaux urbains : l'agriculture urbaine pour dépasser la fragmentation socio-spatiale ?

Gustavo Nagib (Université de l'Etat de São Paulo), Paula Macé Le Ficher (Université Paris Est)

Gustavo Nagib

FCT, Universidade Estadual Paulista,
Brésil, grant #2022/08290-7, São Paulo
Research Foundation (FAPESP)
gustavo.nagib@unesp.br

Paula Macé Le Ficher

Lab'Urba, Université Paris Est, France
paula.mlf@gmail.com

L'engagement citoyen face aux enjeux socio-environnementaux urbains : l'agriculture urbaine pour dépasser la fragmentation socio-spatiale ?

Mots-clés : fragmentation socio-spatiale ; urbanisme de réparation ; engagement citoyen ; agriculture urbaine.

Résumé

Dans le contexte de crise démocratique et climatique qui subissent les villes contemporaines, cette communication abordera les enjeux particuliers du dépassement de la fragmentation socio-spatiale (Sposito et Sposito, 2020) à partir de l'engagement citoyen dans des projets d'agriculture urbaine basés sur des principes écologistes. En s'intéressant à des cas Brésiliens et Français, elle permettra de réaliser une analyse comparée de projets alternatifs aux modes dominants d'occupation et de transformation de l'espace urbain.

La traditionnelle logique centre-périphérique est devenue insuffisante pour expliquer les métropoles contemporaines (Caldeira, 2000), caractérisées par la polycentralité, la prolifération des enclaves résidentielles fermées, la complexité des flux matériels et immatériels dans l'ensemble du tissu urbain (Salgueiro, 2001) et les défis environnementaux associés à l'Anthropocène (Nagib, 2000, Paddeu, 2021).

En guidant l'actuel processus de production de l'espace urbain, la logique socio-spatiale fragmentaire se révèle aussi dans sa dimension symbolique, à travers les pratiques des citoyens et dans leurs expériences quotidiennes (Sposito et Góes, 2013). En ce sens, on constate que certains aménagements urbains récents tendent à creuser les séparations entre les citoyens, à réduire les interactions entre les différents profils socio économiques et culturels et à renforcer l'entre-soi.

Dans ce contexte, de nombreuses mobilisations socio-environnementales s'intéressent aux enjeux de production alimentaire (précarité et inégalité d'accès, reconnexion producteurs-mangeurs, etc.) dans les espaces intra-urbains (Cabannes et Marocchino, 2018). Elles inscrivent ces enjeux dans des formes de militantisme plus transversales : lutte pour la justice sociale, contre le changement climatique et pour le droit à la ville (Andrée et al., 2019, Nagib, 2020, Paddeu, 2012). Elles revendiquent une participation tant à la gouvernance de systèmes alimentaires qu'à celle des territoires urbains, critiquée pour son caractère peu démocratique ainsi que pour les dynamiques

néolibérales (Béal et Rousseau, 2014) qui la sous-tendent. Y prennent forme une galaxie d'alternatives qui constituent autant de niches d'innovation (Geels, 2002).

Les initiatives d'agriculture urbaine qui partent de l'organisation des citoyens (*bottom-up*) poussent ainsi les pouvoirs publics à repenser les stratégies de gouvernance visant à dépasser le cadre de la fragmentation socio-spatiale. Dans le même temps, les municipalités répondent parfois également par un soutien à

l'appropriation citoyenne des espaces publics, ou encouragent une nouvelle planification urbaine qui intègre les activités agricoles à travers l'adoption de politiques publiques et/ou de nouveaux projets. Ces initiatives accompagnent le développement de certaines évolutions du marché immobilier, comme les écoquartiers, ou encore innovent en termes de législation, en révisant les règles d'urbanisme et en favorisant l'intégration des zones urbaines et rurales. Dès lors, le questionnement sur la fragmentation socio-spatiale est ravivé : d'une part, des alternatives pour la dépasser émergent ; d'autre part, la capacité de ces initiatives de créer de véritables alternatives de collectivisation et de démocratisation des espaces urbains demeure très incertaine.

Nous nous demandons, ainsi, dans quelle mesure ces niches produisent-elles une remise en question du régime ? Quelle contribution à la réduction de la fragmentation socio-spatiale des villes, des inégalités alimentaires ? Contribuent-elles à une réparation des espaces urbains, à une amélioration du cadre de vie et davantage de justice environnementale pour les populations ? Ou au contraire, ne sont-elles que de nouveaux isolats, de simples arguments marketing d'un urbanisme néolibéral qui s'adresse aux catégories sociales les plus aisées ?

Nous explorerons ces questions en mettant en dialogue deux recherches menées dans des contextes différents, au Brésil et en France.

Porté depuis une dizaine d'années par un collectif militant, CARMA est un projet alternatif à l'urbanisation des terres agricoles du Triangle de Gonesse en Île-de-France, analysé dans le cadre d'une observation participante de deux ans. Il propose de renverser le regard sur les formes et les fonctions des espaces cultivés des métropoles à travers la notion « d'étalement rural », la lutte contre la précarité alimentaire des habitants et la reterritorialisation de l'ensemble du système alimentaire. Il ambitionne ce faisant de mettre en œuvre un urbanisme de « réparation territoriale », capable d'atténuer les fractures socio-spatiales d'un territoire périurbain particulièrement marqué par les héritages fonctionnalistes des années 1950 et les dynamiques libérales contemporaines (Macé Le Ficher, 2023).

Pendant, ces ambitions buttent sur différents obstacles. Les opposants au projet urbain porté par l'État sur le Triangle ont certes remporté des victoires significatives : fin 2019 l'un des équipements les plus médiatisés du programme, le mégacomplexe commercial et de loisir « EuropaCity », initié par le groupe privé de la grande distribution Auchan, a été abandonné et le périmètre global du projet urbain est passé de 380 à 110 hectares. Mais l'urbanisation des terres agricoles est toujours d'actualité avec la création d'une gare de métro et de différents équipements, ce qui révèle la puissance chez les acteurs institutionnels (État, élus locaux et leurs partenaires privés) d'un ethos aménagiste qui considère l'urbanisation comme la condition *sine qua non* du développement économique et de l'attractivité des villes, dans un contexte de compétition entre territoires.

Par ailleurs, le collectif CARMA, élaboré par un collectif relativement homogène au plan du capital social et culturel, peine à intégrer et à mobiliser les populations les plus défavorisées du territoire. La concrétisation partielle du projet sous la forme d'un « Pôle territorial de coopération économique », depuis 2022, comprend notamment la création d'un tiers-lieu consacré à l'alimentation sur la commune de Gonesse, ainsi qu'une recherche-action sur la précarité alimentaire, en partenariat avec

la commune de Goussainville. Ces initiatives sont désormais soutenues par des élus locaux initialement hostiles au projet, laissant penser qu'une attention plus grande envers la dimension sociale des enjeux alimentaires se fait jour. Un recul temporel reste nécessaire pour apprécier les effets de ces projets actuellement en cours de mise en œuvre, lesquels malgré leurs ambitions inclusives restent pour l'heure menés selon une démarche descendante.

Au Brésil, le cas qui sera présenté fait référence aux *Hortelões Urbanos* (« Horticulteurs Urbains »). Ils forment un réseau militant de citoyens qui se réapproprient des espaces publics de la ville de São Paulo depuis 2011 en créant une dizaine de jardins partagés. Ce réseau a été analysé dans le cadre d'une recherche qualitative basée sur un ensemble de terrains et d'interviews avec les responsables de la matérialisation et de l'entretien quotidien des jardins au cours de la dernière décennie (Nagib, 2020).

Bien que non institutionnel, ce mouvement rassemble des citoyens de différentes régions de la métropole afin de mettre en œuvre des expériences agroécologiques et permaculturelles non commerciales. Ils revendiquent aussi une alimentation plus saine, la valorisation du travail communautaire, le renforcement des liens sociaux et avec la nature (Nagib, 2020). Cependant, la capacité de telles actions à surmonter la fragmentation socio spatiale ainsi qu'à se pérenniser dans les quartiers moins aisés, où le temps libre et les ressources sont moindres, reste incertaine.

L'absence de politique publique dédiée aux jardins partagés est un facteur qui limite le nombre d'expériences et rend difficile la promotion de ce type de pratique citoyenne. Le mouvement *Hortelões Urbanos* se structure via les réseaux sociaux, qui permettent aux citoyens de différents quartiers de la ville d'entrer en contact, facilitant leurs stratégies collectives d'action et de revendication politique en faveur de l'agriculture intra-urbaine.

Même si la quantité de légumes récoltés dans les jardins partagés n'a pas encore été mesurée, la contribution de telles initiatives se fait évidente en ce qui concerne l'augmentation de la biodiversité urbaine et la croissance du débat autour d'une alimentation fondée sur des principes agroécologiques, s'opposant clairement à la production agro-industrielle basée sur l'utilisation de pesticides. De plus, dans les jardins partagés, un ensemble de pratiques écologiques est valorisé, comme le compostage des déchets organiques, l'installation de ruches pour les abeilles indigènes et la reconnaissance nutritionnelle des plantes sauvages.

Le *modus operandi* des actions des *Hortelões Urbanos* se présente comme une voie possible pour surmonter certains aspects de la fragmentation socio-spatiale, dans la mesure où les jardins sont des espaces gratuits et ouverts à tous, où les parcelles cultivées et les récoltes sont mises en commun et où se déroulent des activités qui vont au-delà des pratiques agricoles. Des rencontres musicales, théâtrales, sportives et des ateliers gastronomiques sont des exemples d'activités qui rassemblent les habitants du quartier, ceux qui y travaillent et des personnes d'autres parties de la ville attirées vers ces espaces publics.

Cependant, bien que la vie quotidienne des jardins partagés révèle la proximité, l'interaction et l'intégration des citoyens, il existe seulement une dizaine d'initiatives des *Hortelões Urbanos* à São Paulo, concentrées dans les quartiers plus aisés. Dans la banlieue, les initiatives d'agriculture urbaine tendent à se pérenniser lorsqu'elles montrent des résultats pour économiser sur le revenu familial ou comme activité commerciale, généralement par l'accès à l'assistance technique et aux subventions.

Le temps libre est un facteur déterminant pour la pratique horticole non commerciale, en plus de la possibilité d'acquérir des semences, des plants et des outils pour assurer l'entretien quotidien des jardins. En ce sens, lorsque la municipalité ne soutient pas ce type d'initiatives par des politiques

publiques, elle finit par exclure la population des quartiers défavorisés d'une gamme d'avantages fournis par les jardins partagés, mettant ainsi au jour l'une des contradictions qui renforcent la logique de la fragmentation socio-spatiale.

Bibliographie

- ANDRÉE P., CLARK J., LEVKOE C., LOWITT K., 2021, *Civil Society and Social Movements in Food System Governance*, Londres, Routledge, 216 p.
- BÉAL V. et ROUSSEAU M., 2014, « Alterpolitiques! », *Métropoles*, 15, URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/4948>.
- CABANNES Y. et MAROCCHINO C. (dir.), 2018, *Integrating food into urban planning*, Londres, UCL Press, 347 p.
- CALDEIRA T., 2000, *Cidade de muros: crime, segregação e cidadania em São Paulo*, São Paulo, Editora 34/Edusp, 400 p.
- GEELS F.W., 2002, « Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes : a multi-level perspective and a case-study », *Research Policy*, 31, 8, p. 1257-1274.
- MACÉ LE FICHER P., 2023, *Reterritorialisation alimentaire et production de la ville : des rapports en (re)négociation dans et via les projets urbains*, Thèse de doctorant en urbanisme et aménagement, Université Paris Est, 512 p.
- MORGAN K., 2017, « Préface », dans BRAND C. et al. (dir.), *Construire des politiques alimentaires urbaines : Concepts et démarches*, Versailles, Éditions Quæ, p. 9-10.
- NAGIB G., 2020, « L'espace politique de l'agriculture urbaine militante à São Paulo et à Paris », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 40, URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/7878>.
- PADDEU F., 2012, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12, 2, URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/12686#quotation>.
- PADDEU F., 2021, *Sous les pavés, la terre - Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Paris, Le Seuil, 448 p.
- SALGUEIRO, T., 2001, *Lisboa, periferia e centralidades*, Oeiras, Celta, 230 p.
- SPOSITO E. S., SPOSITO M. E. B., 2020, « Fragmentação socioespacial », *Mercator*, v. 19 URL : <http://www.mercator.ufc.br/mercator/article/view/e19015>.
- SPOSITO, M. E. B., GÓES, E. M., 2013, *Espaços fechados e cidades: insegurança urbana e fragmentação socioespacial*, São Paulo, Editora Unesp, 376 p.

Xerém pós-compacta e a lógica rural-citadina

Natali Roberta De Sousa Nuss (Université Fédérale Rio de Janeiro, Brésil)

Autor(a); N tali Roberta de Sousa Nuss (Currículo Lattes: <http://lattes.cnpq.br/9302845524514194>)

Institui o: Programa de Pós-Gradua o em Urbanismo da Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal do Rio de Janeiro (PROURB-FAU/UFRJ)

País: Brasil

Idioma falado pelo(a) autor(a): Ambos (Português e Franc s)

Participa o: Videoconferência

INTRODU O:

Este trabalho almeja analisar e discutir a articula o entre as práticas socioecon micas presentes em lógicas espaciais lidas meramente enquanto rurais na região metropolitana do Rio de Janeiro com a realidade tipicamente urbana do restante do estado fluminense e, em especial, com a capital. Busca-se, sob a luz do conceito de cidade p s-compacta¹, desviar o importante debate da territorialidade das atividades e escalas agrícolas, no campo do Urbanismo, da dicotomia urbano-rural. Tal intento, por sua vez, vai na dire o de formar consensos acerca da compreensão do que se pode considerar como lógica rural-citadina.

  vista disso, tem-se como recorte territorial, o distrito de Xerém - Duque de Caxias - RJ e como enfoque temático, as suas práticas rurais-citadinas advindas das atividades agroecológicas. Empenha-se aqui em destacar, portanto, o assentamento Terra Prometida, que se trata de uma ocupa o do Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) em Duque de Caxias. O objetivo específico do trabalho  , portanto, mensurar o quanto de urbano pode haver nas rela es estabelecidas em âmbito rural.

WORKSHOP XERÉM P S-COMPACTA - PROURB/FAU-UFRJ E ENSAV:

A presente investiga o surge como eco de um trabalho desenvolvido em regime de workshop dentro do Programa de Pós-Gradua o em Urbanismo da Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade Federal do Rio de Janeiro (PROURB-FAU/UFRJ), sob a coordena o dos professores Cau  Capill  e Guilherme Lassance, em parceria com as professoras Carolina Pescatori e Luciana Saboia da Universidade de Brasília (UNB), além de alunos e professores da  cole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles (ENSAV): Workshop Xerém Pós-Compacta.

A diretriz operativa seguida pelo workshop foi a de dividir os alunos do PROURB e do ENSAV em seis grupos mistos com temáticas distintas entre si mas com a finalidade em comum de discutir o conceito de cidade p s-compacta, tendo como recorte territorial o distrito de Xerém, Duque de Caxias-RJ. O enfoque temático do presente trabalho em torno de suas práticas rurais-citadinas advindas das atividades agroecológicas se trata de um estudo realizado individualmente pela autora em desdobramento das atividades desenvolvidas em grupo junto às mestrandas Glaucia Sant'Ana e Raniellen Bragança (PROURB/FAU-UFRJ) e Fanny Boirard (ENSAV), na mesma temática.

Diferente da proposta desenvolvida em grupo em regime de workshop, cuja ideia era criar categorias

¹ LASSANCE, Guilherme et al. Cidade Pós-compacta-Post-compact city: Estratégias de projeto a partir de Brasília-Drawing out design strategies from Brasília. Rio Books, 2023.

de análise e estratégias de abordagem do conceito de cidade pós-compacta, o intuito desse estudo é o de se aprofundar teoricamente nas reflexões acerca da mobilização e estabelecimento de dinâmicas coletivas em um contexto de cidades em crises democráticas e climáticas. Além disso, busca-se fomentar e expandir o debate no que tange o valor acadêmico do intercâmbio de conhecimentos entre Norte e Sul Global, com concentração nos países Brasil e França.

Desse modo, acredita-se que o trabalho elaborado dialoga frontalmente com o programa apresentado na chamada de comunicações do evento VII Diálogos Franco-Lusófonos de 2023 a realizar-se nos dias 29 a 30 de junho, na École Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val-de-Seine, em Paris e, de maneira concomitante, por videoconferência.

HISTÓRICO DE LUTAS POR TERRA NO ESTADO DO RIO DE JANEIRO:

É relevante fazer uma breve exposição sobre o histórico de lutas por terra no Estado do Rio de Janeiro antes de introduzir o assentamento que é o escopo da pesquisa realizada aqui. Para isso, é pertinente visitar algumas ideias apresentadas por um estudo da UERJ que abarca a história fluminense dos anos 1950 a 2018, conforme será viável abaixo.

Nesse sentido, é possível afirmar que a resistência por parte de posseiros e lavradores diante da iminente remoção de suas terras, ao longo dos anos 50, emerge como o principal fator desencadeador de conflitos em decorrência da crescente influência do capital especulativo que permeia o território do Estado do Rio de Janeiro, com ênfase na região da Baixada Fluminense.

Ainda sobretudo na região da Baixada, na primeira metade da década de 1960 se verifica um aumento importante das ocupações de terras promovidas por movimentos camponeses, devido ao acirramento da luta pela reforma agrária. Ressalta-se que tais ocupações foram essencialmente direcionadas a áreas caracterizadas como terras griladas ou tidas como improdutivas. Contudo, a partir de 1964 até a década inteira de 1970 houve uma forte retração do movimento camponês em razão da repressão do Estado.

Em decorrência do golpe militar e do estabelecimento do regime ditatorial, os conflitos por terra assumiram um caráter relacionado majoritariamente à resistência contra a remoção. Nesse contexto, os posseiros se viram sob pressão devido ao avanço do capital sobre áreas de relevância turística, com destaque para a Região dos Lagos, situada nas Baixadas, e a Baía da Ilha Grande, localizada na região Sul Fluminense.

Com o declínio do regime ditatorial e a ampliação da influência dos movimentos sociais rurais - como a fundação oficial do Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) em 1984 -, observa-se um ressurgimento das ocupações de terras no íterim dos anos 80 aos anos 2000. Na década de 1980, em específico, essas ocupações foram mais comuns na Região Metropolitana do Rio de Janeiro, enquanto que nas duas décadas seguintes, em virtude da crise enfrentada pelo setor sucroalcooleiro, concentraram-se principalmente no Norte Fluminense.

Nessa direção, no final da década de 2000 e ao longo da década de 2010, constatou-se um vultoso incremento na mobilização por resistência que toma forma dentro de uma conjuntura caracterizada pela execução de projetos de desenvolvimento de grande envergadura. Merecem destaque, em particular, o Porto do Açu, localizado na região Norte Fluminense, juntamente com o Arco Metropolitano e a Barragem do Guapiaçu, situados na região Metropolitana.

Em síntese, no Estado do Rio de Janeiro, no período compreendido entre o final dos anos 1950 a 1964, é possível dizer que foram efetuadas 28 desapropriações de terras; isto é, ocorria uma média de 5,6 intervenções anuais. Já entre 1964 e 1984, de maneira contrastante, ocorreram apenas 9 intervenções fundiárias, englobando desapropriações, regularizações e iniciativas de colonização que

resultaram em uma média anual de apenas 0,45 intervenções. E, embora esse número pareça um índice ínfimo, é relevante mencionar que após 2010 somente 6 intervenções foram realizadas, repercutindo em uma média anual de 0,75 até 2018.²

ASSENTAMENTO TERRA PROMETIDA, XERÉM - DUQUE DE CAXIAS-RJ:

É nesse contexto de embates pela terra que se insere o assentamento Terra Prometida. Em novembro de 1999, o assentamento surge mediante ocupação na região de Miguel Pereira, situada no estado do Rio de Janeiro. Efetuada por 153 famílias de trabalhadores sem-terra, a ocupação se estabeleceu em um acampamento provisório por meio da utilização de barracas, na propriedade relativa à extensa área da Fazenda Santana, que se trata de uma terra aplainada e improdutivo do Sul Fluminense.

Já no ano seguinte houve uma realocação compulsória das famílias que estavam no acampamento adjacente à Rodovia RJ-125, tendo sido transferidas para a Zona Oeste do Rio de Janeiro, em áreas de domínio público nas proximidades do Rio Guandu, sob jurisdição da Marinha do Brasil. Os trabalhadores

Entretanto, um conflito territorial se assentou na região quando o Governo Estadual decidiu assumir a posse dessa terra, sob a finalidade de concedê-la à empresa alemã *Thyssen Krupp - CSA*, Como o empreendimento almejava implantar sua infraestrutura completa, abarcando uma linha ferroviária e um porto, o Estado do Rio de Janeiro transferiu o assentamento para a região de Duque de Caxias, em proximidade a uma área de preservação ambiental, a APA do Iguaçú.

Embora tenha enfrentado e ainda encare inúmeros empecilhos atualmente, os trabalhadores perseveraram em sua luta e resistência pelo uso social da terra, obtendo êxito na produção de alimentos naturais e saudáveis, através de uma preocupação constante com a instituição de práticas agroecológicas. Hoje, acolhe cerca de 60 famílias, no total, que subsistem através da prática da agricultura familiar e da produção de alimentos orgânicos, por meio de diversos coletivos agroecológicos distintos. Um dos seus principais coletivos se chama “Coletivo Terra”, é composto por aproximadamente vinte famílias e possui como princípio principal produzir em harmonia com a natureza e em cooperação social.³

Ademais, com o objetivo de assegurar a permanência das famílias no campo com dignidade, tanto o coletivo, quanto o assentamento como um todo, constrói um forte vínculo entre o campo e a cidade para garantir a vida e a soberania alimentar, enquanto reafirmam a luta por justiça social e consciência ambiental. Desse modo, institui-se uma lógica rural-citadina dentro de uma realidade pós-compacta⁴. Com isso, objetiva-se dizer que Xerém se compõe enquanto um distrito de Duque de Caxias resultado de uma dispersão urbana fragmentária em que não é exequível sua operação e manejo por meio de normativas de compactação, em concordância com o que o se discute contemporaneamente dentro do Urbanismo.

² JUNIOR, Jurandir Amaro; ALENTEJANO, Paulo Roberto Raposo; GENTIL, Lucas. LUTA POR TERRA E REFORMA AGRÁRIA NO RIO DE JANEIRO (1950-2018). *GEOgraphia*, v. 24, n. 52, 2022.

assentados permaneceram nessa nova localização ao longo de um período de cinco anos, empenhando-se sobretudo na produção de mandioca e adaptando-se às condições adversas postas.

³ Coletivo Terra – Assentamento Terra Prometida produtos agroecológicos. Rede Ecológica. 2023.

Disponível em:

<<http://redeecologicario.org/areas-de-atuacao/interacao-entre-produtores-e-consumidores/produtores/coletivo-terra-assentamento-terra-prometida/>>. Acesso em: 03 de março de 2023.

⁴ LASSANCE, Guilherme et al. Cidade Pós-compacta-Post-compact city: Estratégias de projeto a partir de Brasília-Drawing out design strategies from Brasília. Rio Books, 2023.

O impacto das atividades realizadas em um tecido urbano esgarçado como a Baixada Fluminense, dentro da realidade do assentamento Terra Prometida, consegue alcançar núcleos urbanos bem estruturados como toda a área metropolitana e a capital. Tal afirmação é possível, tendo em vista que com sua produção familiar, só o Coletivo Terra possui distribuição para o restante de Duque de Caxias, Belford Roxo, Nova Iguaçu, Mesquita, São João de Meriti, Niterói, além de zonas Norte, Sul e Centro da capital fluminense, incluindo grandes complexos de favelas, como a Maré.

A(s) Amazônia(s) ribeirinha(s): uma Cartografia Bailante

Luana Rocha de Souza, Marcela Silvano Brandão Lopes, Pedro Freitas (Université Fédérale du Minas Gerais)

SOUZA, Luana Rocha de; Escola de Arquitetura da UFMG; Brasil

LOPES, Marcela Silvano Brandão; Escola de Arquitetura da UFMG; Brasil

FREITAS, Pedro; Escola de arquitetura da UFMG; Brasil

Eixo 3: Mobilizações e dinâmicas coletivas por uma cidade mais justa

Idioma: Português

Intenção de participação por videoconferência

Pretende-se aqui colaborar na discussão sobre modos de mapear experiências cooperativas e colaborativas, a partir da apresentação de uma "Cartografia bailante", construída sobre as Amazônias Ribeirinhas, e que teve como ponto de partida o Arquipélago do Bailique no estado do Amapá. A intenção era cartografar os conflitos de forma flexível e experimental, por meios de linguagens variadas e, para tal, foi oferecida uma disciplina na Escola de Arquitetura da Universidade Federal de Minas Gerais (UFMG), iniciada com palestras e debates com convidados, tanto pesquisadores, artistas e integrantes de associações locais.

Sobre a cartografia utilizada na disciplina, ela teve como referência o método cartográfico elaborado pelo grupo de pesquisa Indisciplinar em 2018 (LOPES, RENA, SÁ, 2019), construído a partir da Cartografia das Controvérsias proposta pelo filósofo e antropólogo Bruno Latour (2012). Tal método propõe seis perguntas disparadoras (o que, por que, com quem, com o que, onde, quando), para se alcançar uma cartografia complexa. Baseados nessas perguntas e utilizando linguagens variadas (mapa, fotografia, desenho, texto acadêmico e jornalístico), alunos e professoras realizaram a cartografia, considerando o recorte territorial do trecho entre a cidade de Manaus (Amazonas) e a foz do Rio Amazonas, que acontece tanto no Arquipélago do Bailique (Amapá), como em Belém (Amapá). Um grande mapa foi produzido pelos alunos, a partir de imagens de satélite, tendo como eixo o rio, e gerando, assim, uma primeira discussão em sala sobre as cores dessa paisagem.

Ao longo da disciplina, a cartografia foi sendo construída a partir da seleção de imagens e de textos disponibilizados, cuja marcação com filtros deveria ser feita considerando-se seis cores, cada qual correspondendo a uma pergunta disparadora. No intuito de ampliar o entendimento sobre o território, essas imagens e textos colorizados foram sendo costurados, também por linhas coloridas, resultando nos seguintes arranjos híbridos conceituais: identidades (com quem + com o que), materialidades (com o que: da natureza e da técnica) e resistências (identidades + materialidades + por que).

Com relação às identidades amazônicas, foi possível identificar que a denominação **ribeirinhos** é dada para aqueles que têm uma forte relação com as águas, visto que são a população que vive às margens ou sobre a várzea, o rio, o lago ou o igarapé. São produtores polivalentes, que praticam agricultura, pesca e extrativismo, em que combinam e manipulam, de forma inter-relacionada, os delicados ecossistemas do solo, da floresta e do rio (PORTO-GONÇALVES, 2019). Segundo Fraxe (2000), a relação entre as águas e a terra é tão forte que poderiam ser chamados de **homens-anfíbios**. Entretanto, essa população é também nomeada de **cabocos ou caboclos**, quando associados às florestas, à área rural, à dispersão da população indígena. Tanto os ribeirinhos quanto os caboclos podem ser compreendidos a partir da miscigenação de **populações negras, povos indígenas, imigrantes portugueses e migrantes nordestinos** (BENCHIMOL, 2009, [1999]; PORTO-GONÇALVES, 2019). Também foram identificadas outras maneiras de viver e trabalhar,

extrativistas, quando vivem da coleta de produtos naturais, e **peconheiros**, quando coletam o açai.

Essa população mora em palafitas, ou seja, construções feitas acima do nível da água ou do solo, cujo acesso ocorre por meio de passarelas ou embarcações. Contudo, as **palafitas** de Manaus e Belém podem ser diferenciadas daquelas construídas no Bailique, a partir do arranjo híbrido: **madeira e água**. No primeiro caso, trata-se de madeiras compradas em depósitos de construção ou coletadas em caçambas, diferentemente do Bailique em que podem ser extraídas da floresta ou compradas em vilas próximas. Além do mais, foi preciso diferenciá-las tendo em vista o contexto político e econômico, associado à exclusão da população mais pobre ao acesso às terras urbanas, o que nos levou a outro conceito, o das sujeições e resistências em curso, ou seja, o porquê da questão.

Para as definições das **resistências**, via de regra, elas estão associadas à ideia de **permanências**, físicas em um dado território sob conflito, resultado de graves disputas fundiárias da região, ou seja, uma **reação** que surge a partir do seu oposto, a **sujeição**. Entretanto, a cartografia empreendida permitiu a identificação de outras formas de resistência, e, assim se chegou, por exemplo, no termo **organização**, que aparece no Protocolo Comunitário do Bailique, apresentado por um dos palestrantes, criado como mecanismo de discussão para fortalecimento das comunidades, assim como nos mutirões realizados para autoconstrução de equipamentos coletivos - como na praquina para as crianças na comunidade do Arraiol, ou para a manutenção das passarelas de madeira na ocupação palafítica do Congós, na cidade de Macapá. Além do mais, aparece a articulação dos moradores com o poder-público - como para a construção do centro comunitário - e na parceria com Grupos de pesquisa e extensão - como na criação do Centro de Vocação Tecnológica (CVT) realizada em parceria com a FURG, no qual jovens realizam curso profissionalizantes na comunidade do Arraiol, onde a população do Bailique recebeu recentemente um laboratório flutuante autossustentável.

Outra forma de resistência mapeada foi a **transmissão de conhecimento** nas comunidades rurais, realizada no cotidiano, no mutirão habitualmente feito pelos moradores na autoconstrução, na pesca e nas atividades extrativistas, como, por exemplo, o conhecimento sobre como subir no açazeiro com a peconha transmitido muito cedo aos jovens.

Soma-se a essas formas, as resistências vinculadas à construção de afetos como o **orgulho e o pertencimento**, identificável, por exemplo, no ser caboclo na comunidade de São Francisco no estado do Amazonas (FRAXE, 2004), cujo significado está associado no enraizar-se na sua origem e na compreensão da sua relevância para a construção do estado. Por sua vez, na comunidade do Arraiol (Bailique), o **pertencimento** está associado a um modelo de vida pautada na relação com a natureza, no estar em comunidade e na liberdade, e é renovado através de **festas**, como a do Divino Espírito Santo.

Também foi possível cartografar resistências a partir da ideia do **cuidado e do capricho**, identificável em imagens cotidianas, registradas, dentre outras, pelo olhar sensível do fotógrafo-poeta Maurício de Paiva, como a das painéis reluzentes na cozinha de uma palafita no Bailique, "esculturas", segundo sua palestra. Esse cuidado também pode ser visto no ato de se esfregar a passarela para a festa religiosa no Arraiol, com o intuito desta não ficar escorregadia para quem possui locomoção reduzida ou PcD, como relatado por uma moradora.

Para Marcos e José Cordeiro (2017), **narrar a história** é uma forma de resistir à opressão vivida em vistas de um futuro digno, e o **registro** e a **memória** das comunidades do Bailique são formas de afirmar uma existência. Isso leva a outro termo cartografado, **fortalecimento**, seja da juventude ribeirinha, dos coletores de açai ou das atividades ligadas à educação.

Todas essas imagens das lutas de populações tradicionais se aproximam do conceito de **r-existência**,

proposto por Porto-Gonçalves (2006), como algo que pré-existe, ou seja, não simplesmente reage a uma ação alheia, mas, justamente por existir, r-existe. Desse modo, a resistência não é apenas negativa, como também afirmam Gomes e Calado (2020), para quem os ribeirinhos amazônicos resistem historicamente a ameaças predatórias e se re-territorializam após cada avanço colonizador.

Por fim, foi possível associar resistência à **transformação**, quando recorremos à ótica da utopia Oswaldiana no "Manifesto Antropofágico", associada à sabedoria dos povos subalternos em "devorar" o colonizador, evitando, assim, ser "engolido" por ele. Haesbaert interpreta nesse processo uma constante re-territorialização e atualização da própria existência dentro do contexto latino-americano, uma "prática descolonial 'antropofágica' de r-existir pela própria capacidade de trânsito entre múltiplos territórios" (HAESBAERT, 2021, p.28). Na disciplina, essa prática de resistência foi identificada, por exemplo, no ribeirinho que se gradua na cidade e depois retorna para trabalhar na sua vila, no mapeamento de bancos de areia com o uso de sofisticados aplicativos de navegação.

Como mencionado no início deste artigo, o objetivo da Cartografia Bailante era a construção de outros modos de mapear práticas espaciais, a partir dos quais fosse possível ampliar os conceitos acionados para qualificar essas práticas. Em alguma medida, isso aconteceu a partir da experimentação de novas gramáticas, sem a pretensão de esgotar o assunto, mas assumindo o risco inerente ao fazer de outras maneiras. Além disso, é possível afirmar que as práticas de resistência elencadas sinalizam pressupostos importantes para mobilização na luta pelo direito à vida, seja na cidade ou no campo, e no reconhecimento do patrimônio popular. Contudo, surgiram novas questões: tais práticas são possíveis apenas em comunidades pequenas, onde os acordos coletivos podem ser reforçados? Como potencializar essas r-existências também nos grandes centros urbanos, visando a construção de políticas públicas ampliadas e duradouras?



Imagem 01: Cartografia bailante

Fonte: os autores, 2022.

Apropriação social do espaço e da natureza no Brasil urbano

Geraldo Magela Costa, Heloisa Soares de Moura Costa (Université Fédérale du Minas Gerais)

Apropriação social do espaço e da natureza no Brasil urbano

Geraldo Magela Costa
Universidade Federal de Minas Gerais, Brasil
Idioma: português
Participação: remota

Heloisa Soares de Moura Costa
Universidade Federal de Minas Gerais, Brasil
Idioma: português e francês (regular)
Participação: remota

No Brasil, neste momento, podemos falar em saída de um período de ameaça à democracia. Momento de voltar a pensar em caminhos possíveis como formas efetivas de apropriação social do espaço urbano. Apesar dos últimos anos de obscurantismo e negacionismos, a universidade continuou representando um espaço de resistência no qual tem sido possível refletir sobre práticas, focando nas possibilidades da democracia direta nas políticas e nos processos de planejamento urbanos no Brasil. É exemplo disso o envolvimento dos autores em um processo de 10 anos (2009 – 2019) de planejamento metropolitano, na forma de atividades de extensão e de pesquisa, que nos permitiu refletir sobre a relação entre universidade e planejamento e outras práticas urbanas. Tal processo de planejamento tem um forte conteúdo político e ambiental, que entre outros aspectos muito se beneficiou da experiência francesa de adoção de uma Trama Verde e Azul como elemento de reestruturação regional, adaptada, no caso da Região Metropolitana de Belo Horizonte, com a inclusão das dimensões cultural e de vivência cotidiana, atribuindo-lhe uma marca lefebvriana. Esta proposta teve grande aceitação nos debates ocorridos nas instâncias de participação ocorridas nesse processo de planejamento, inclusive tornando-se um elemento de reestruturação territorial metropolitana adotado em vários planos diretores municipais. Como decorrência, a Trama Verde e Azul tornou-se uma temática aprofundada em disciplinas e pesquisas de vários cursos da universidade, inspirando artigos e trabalhos acadêmicos - monografias, teses e dissertações.

Outro aspecto importante articulado a tais concepções, que se situa na raiz da dupla crise explicitada no tema proposto para o evento, refere-se à crescente percepção da necessidade de se reforçar a adoção de abordagens decoloniais sobre urbanismo, planejamento e as cidades (QUIJANO, 2007). Trata-se de pensar como usuais e típicos da urbanização vista a partir do sul, os muitos padrões de produção do espaço que incorporem processos informais de produção e apropriação, que acolham as diversas iniciativas de ocupações planejadas pela própria comunidade, os espaços residuais existentes, os assentamentos de populações tradicionais em geral, sejam eles formalmente reconhecidos como tais - indígenas, quilombos - ou não, populações ribeirinhas, manguezais, etc. O momento é de compreendê-los em suas manifestações culturais e espaciais, reconhecê-los e aprender com eles. Entendemos que assim devem se pautar as propostas e ações com e para esses territórios, sejam de assessorias técnicas ou similares, sejam respostas do poder público relacionadas à sua aceitação e regularização, a partir de critérios distintos dos padrões formais de urbanização consagrados pelo urbanismo convencional e pelas práticas imobiliárias.

Entendemos que tais reflexões, que exploram os pares urbano-natureza e urbano-práticas socioespaciais, estão no centro da proposta da versão 2023 dos diálogos franco-lusófonos e são essenciais para pensarmos em caminhos democráticos na direção de cidades socialmente mais justas, de reafirmação do direito à cidade.

O par urbano-natureza faz pensar nas necessárias imbricações entre natureza e urbanização, que buscam diluir fronteiras entre várias dicotomias - natural/construído, rural-urbano - por meio de formas criativas de garantir a função social da terra sem necessariamente implicar em maior adensamento da urbanização, atribuindo novos significados aos chamados vazios urbanos e sua importância no enfrentamento dos desafios climáticos e ambientais das/nas cidades (HEYNEN; KAIKA; SWYNGEDOWN, 2006), a exemplo de áreas públicas e de uso coletivo, hortas comunitárias, parques e praças, áreas permeáveis diversas, preferencialmente articuladas com o acesso, visibilização e usufruto das águas urbanas. Trata-se de pensar o metabolismo urbano a partir dos elementos da natureza, água, energia, terra, biodiversidade, como também o metabolismo da produção de mercadorias e suas relações com a urbanização, da origem da matéria prima ao destino dos resíduos, de forma circular. Igualmente trata-se de identificar movimentos sociais que atuam e integram esse campo de mobilização, cicloativistas, ambientalistas, movimentos por habitação, mobilidade, saúde, agroecologia, reforçando a percepção coletiva da natureza e seus desafios nas áreas urbanas e seus entornos.

As reflexões sobre o par urbano-práticas socioespaciais, têm apontado caminhos para a emancipação social possível. Lefebvre foi e continua sendo uma inspiração fundamental para pensarmos tais possibilidades emancipatórias, especialmente por meio de suas reflexões sobre o espaço diferencial como práticas heterotópicas, de resistência à tendência de generalização do espaço abstrato, da expropriação social (LEFEBVRE, 1991). Nessas práticas, estão incluídas estratégias autogestionárias, sempre lembradas pelo autor como caminhos possíveis de mudança social (BRENNER; ELDEN, 2009).

Cada vez que um grupo social (...) se recusa a aceitar passivamente suas condições de existência, de vida ou de sobrevivência, cada vez que tal grupo obriga-se não apenas a compreender, mas a dominar suas próprias condições de existência, *autogestão* está ocorrendo. Esta definição ampla, mas precisa, mostra ser a *autogestão* uma prática altamente diversificada que diz respeito tanto às empresas como às unidades territoriais, cidades e regiões (LEFEBVRE, 2009 [1979], p. 134-135, destaques do autor).

Entendemos que tal definição ampla de autogestão nos permite pensar na potência que os sujeitos relacionados a práticas e ações territoriais e urbanas têm para “dominar suas próprias condições de existência” e, conseqüentemente, contribuir com a criação de caminhos para a apropriação social do espaço. Trata-se de uma abertura para o possível, nos termos do autor:

A *autogestão* pode ser apenas um elemento de uma estratégia política, mas será o elemento essencial, valorizando o resto, e sem o qual o resto nada valeria. O conceito da *autogestão*, hoje [1966], é a abertura para o possível. (...) Mostra a maneira prática de mudar a vida, que continua sendo a palavra de ordem, o objetivo e o significado de uma revolução” (LEFEBVRE, 2009 [1966], p. 150, destaques do autor).

Lefebvre avança em suas reflexões para propor que “A *autogestão* deve ser estudada de duas maneiras diferentes: como meio de luta, que abre o caminho; e como meio para a reorganização da sociedade, que a transforma de baixo para cima, da vida cotidiana para o Estado” (LEFEBVRE, 2009 [1966], p. 149). E, em outro momento do texto, conclui: “O que leva à ideia de democracia direta. Mas onde e como perceber isto? É “auto-instituído”? Ela emerge de uma constituição? Ou da prática, de um modo de viver?” (LEFEBVRE, 2009 [1986], p. 305).

Da vida cotidiana para o Estado, da prática, de um modo de viver, portanto. Não se trata de pensar em um Estado autogestionário que, para Lefebvre, seria uma contradição. Comentando a experiência da Iugoslávia, este autor escreve: “A ideia de um Estado fundado na autogestão é mais que contestável, chega a ser mesmo uma ideia profundamente contraditória” (LEFEBVRE, in

BERNARDI, 1980 [1979], p. 92).

Pensamos que, para o caso brasileiro, a ideia é pensar no *continuum* que vai da autonomia das ações e das práticas até a heteronomia, que geralmente caracteriza as políticas públicas. Há ao longo deste *continuum* uma ampla gama de possibilidades de ações autogestionárias. Enfim, pensamos que um Estado de fato democrático, está disposto a dialogar e criar canais com as organizações da sociedade civil sem tirar a autonomia de suas práticas, ou seja, uma possibilidade de estratégia autogestionária. Trata-se do que Abensour, conceituando a verdadeira democracia, diz que ela deve ser vista como um processo de “autofundação continuada” da política e do social, para chegar na “instituição democrática do social”. Pensamos que há nesta afirmação um potencial a ser explorado por meio de reflexões sobre práticas emancipatórias possíveis, para o que a estratégia autogestionária revela-se como um caminho privilegiado.

Nossa intenção com esta comunicação é propor o diálogo com outros grupos e pesquisadores sobre algumas dessas nossas reflexões que, em ambiente democrático, podem contribuir para a identificação de caminhos emancipatórios por meio da apropriação social do espaço e da natureza. São teorias e práticas urbanas, tanto autônomas quanto heterônomas, a exemplo de outras economias populares e solidárias, de agricultura/agroecologia, bem como de políticas públicas como o orçamento participativo, a produção habitacional autogerida, o planejamento urbano e metropolitano em geral. Trata-se de uma constante busca por cidades socialmente mais justas, neste momento de retomada da democracia no Brasil.

Referências bibliográficas

ABENSOUR, Miguel. *A democracia contra o Estado - Marx e o momento Maquiaveliano*. Belo Horizonte: Editora UFMG, 1998.

BERNARDI, Bruno. Henri Lefebvre: uma vida dedicada a pensar e a teorizar sobre a luta de classes. *Encontros com a Civilização Brasileira*, Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, Vol. III, N. 21, 1980, pp. 87 – 108.

BRENNER, N.; ELDEN, S. (eds). *State, space, world: selected essays by Henri Lefebvre*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2009.

HEYNEN, N.; KAIKA, M.; SWYNGEDOWN, E. (eds.). *In the nature of cities*. Urban political ecology and the politics of urban metabolism. London & New York: Routledge, 2006.

LEFEBVRE, H. *The production of space*. Oxford: Blackwell, 1993.

QUIJANO, A. Coloniality and modernity/rationality. *Cultural studies*, 21(2-3), 168-178, 2007 [1992].